

Larmes de crocodiles

La rue arabe ne semble pas émouvoir outre mesure les institutions financières internationales, plus que jamais résolues à les soumettre à leurs dogmes néolibéraux, moyennant quelques réaménagements de façade et l'insertion des islamistes dans le jeu institutionnel.

On attendait d'elles une toute autre réaction suite à l'échec avéré de leurs rejets dans les sphères arabes de décision. Apparemment, elles ne l'entendent pas de cette oreille.

Maintenant que les foules ont rejoint leurs bidonvilles, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international œuvrent à faire accepter leur feuille de route pour les nouvelles équipes dirigeantes installées dans les capitales arabes.

Le président du groupe de la Banque mondiale, Robert B. Zoellick, a exposé le 6 avril dernier, devant le Peterson Institute for International Economics, sa vision de ce qui vient de se passer dans le monde arabe. Officiellement, il s'en prend à «la pauvreté, l'exclusion sociale, la privation des droits civiques, ou l'absence du droit et la règle de l'arbitraire (qui) privent des hommes, des femmes et des enfants de toute opportunité, de tout espoir», autant de caractéristiques de la Tunisie de Ben Ali ou de l'Égypte de Moubarak qu'il érigeait il y a si peu en modèle réussi, et à suivre, de développement économique.

Admettant un brin d'autocritique, il estime toutefois (tout de même !) «qu'il y a des leçons à en tirer pour cette région et pour le monde, pour les gouvernements et pour les organismes de développement, de même que pour la science économique».

Le premier de ces enseignements est l'établissement d'un «nouveau contrat social pour le développement».

La participation, l'implication des hommes, en fait la démocratie en est le moteur :

«Il s'agit de démocratiser l'économie du développement de sorte que chacun puisse jouer un rôle dans la conception, l'exécution et l'amélioration continue des solutions adoptées en matière de développement.»

Cependant, comme dit le proverbe : «chasse le naturel, il revient au galop», comme un leitmotiv, la Banque mondiale trouve que la crise du monde arabe réside dans son isolement ou sa faible diversification économique : «Les raisons qu'il y avait de prêter particulièrement attention au monde arabe semblaient claires à l'époque, et elles paraissent évidentes à présent : son secteur pétrolier mis à part, la région est faiblement intégrée à l'économie mondiale.»

«Lorsqu'on mesure le degré d'aliénation, de dépendance, d'intégration ou d'extraversion des économies arabes, on reste perplexe tenant l'insistance mise à circonscrire le mal à la déconnexion ou la faible intégration dans l'économie mondiale : «Ce manque de diversification signifie que la région est dépourvue de secteurs manufacturiers ou de services dynamiques qui puissent générer des emplois aujourd'hui et à l'avenir.»

Que les régimes arabes soient par ailleurs de farouches prédateurs des richesses de leurs peuples ne suffit pas à les disculper aux yeux de la Banque mondiale. Elle attend d'eux qu'ils fassent plus dans la privatisation des ressources !

«Et comme l'investissement privé n'y représente en moyenne que 15% du PIB environ, contre près de 25% en Asie du Sud, le gonflement de sa population de jeunes n'a guère d'autres exutoires qu'un emploi dans le secteur public — mais les nouveaux postes y sont rares — ou la rue», poursuit le président de la Banque.

Sur le plan politique, ce dernier semble faire preuve d'une étonnante ouverture d'esprit. Se plaçant résolument derrière

les insurgés, il croit pouvoir ramener leurs attentes et leurs espoirs aux revendications suivantes : «Qu'est-ce qu'ils veulent tous ? Ils veulent qu'on leur donne une chance ; ils veulent la justice ; ils veulent un emploi. Ils demandent des règles et des lois qui soient équitables, prévisibles et transparentes. Ils veulent de quoi nourrir et abriter leur famille, de bonnes écoles pour leurs enfants, et des quartiers où vivre en sécurité. Ils demandent des forces de police qui jouent un rôle de protecteurs et non pas de prédateurs, et des gouvernants en qui ils puissent avoir confiance. Ils veulent que les notions de voix et de responsabilité soient une réalité — à l'échelon des villages, des villes et des quartiers. Ils demandent à avoir leur mot à dire sur des services publics qui sont dénaturés au point de ne pas être à la disposition du public et de ne pas fournir de véritable service. Ils veulent disposer d'informations, et avoir le droit de savoir et de participer. Ils demandent un nouveau contrat social. Ils réclament la dignité. Ils réclament le respect.»

Le rapport sur le développement dans le monde qui doit paraître cette semaine sur le thème «Conflits, sécurité et développement», indique qu'il est capital de renforcer les institutions légitimes et la gouvernance dans une optique de sécurité, de justice et d'accès à l'emploi pour les citoyens, afin d'éviter des cycles incessants d'instabilité et de violence.

Curieusement, le même jour, le 6 avril précisément, Dominique Strauss-Kahn, le directeur général du Fonds monétaire international, recevait une délégation de journalistes arabes du Moyen-Orient pour délivrer sa lecture des événements.

«Nous ne savons pas ce qui va se passer», reconnaît M. Strauss-Kahn.

Après avoir évoqué, plutôt survolé, la quête de liberté et de démocratie, il s'est large-

ment étendu sur les risques qui pèsent, tenez-vous bien, sur... l'avenir immédiat du secteur touristique dans des pays comme la Tunisie et l'Égypte, notamment à l'approche de la saison estivale.

L'injustice que vomissent les foules arabes ne l'empêche pas de déplorer l'ampleur des subventions et soutiens à la partie la plus vulnérable de la population, estimés à 3% du PIB pour certains pays arabes.

Certes, concède-t-il, «ils avaient de bonnes raisons de le faire, mais 3% du PIB, c'est beaucoup» !

En dépit de ce qui vient de se produire en Tunisie, le FMI maintient que ce pays dispose d'un système financier «plutôt bon», de même que d'une situation macroéconomique «plutôt bonne, en termes de croissance, d'inflation, de déficit budgétaire et de comptes courants». On regretterait même le départ de Ben Ali, malgré un soupçon de «préoccupation» en termes de répartition !

Les prévisions de croissance de la Tunisie pour l'année en cours ont été réduites «de manière significative à quelque chose qui se situe entre 1 et 1-1/2%» du fait des derniers troubles sociaux après avoir été fixées «au-dessus de 3%».

Comme pour la Tunisie, les résultats macroéconomiques de Moubarak sont jugés «satisfaisants», en dépit des inégalités recensées — qui peuvent être «déstabilisantes pour la croissance» —, parce que le FMI se refuse «d'étendre son mandat».

La crise n'a cependant pas totalement épargné «la façon de penser» du FMI : «Ce qui pourrait être déstabilisant pour la croissance ne se rapporte pas seulement à la situation des banques, l'inflation, la bulle des actifs, le déficit budgétaire, le déficit du compte courant, mais aussi à l'effet de redistribution», admet Strauss-Kahn. De là à transformer les experts du Fonds en sociologues ou en politologues, il refuse de fran-



Par Ammar Berlhimer
 Ambelhimer@hotmail.com

chir ce pas. Comme il refuse d'admettre l'idée de «dictature du FMI sur l'économie mondiale».

Loin d'être neutre, la nouvelle croissance se veut «inclusive» afin de garantir la stabilité économique.

Que faut-il enfin penser de l'intégration maghrébine à l'heure de l'agitation et des manifestations de rue dans les grandes villes de la région ?

«La Tunisie, l'Algérie et le Maroc ont un grand avantage à apprendre à travailler ensemble», estime — plus convaincant — Dominique Strauss-Kahn. Bien mieux, «ils n'ont pas d'autre choix» que de s'engager dans cette voie.

Revenant sur le programme quinquennal algérien d'investissement public, il estime qu'il est «absolument nécessaire pour l'Algérie».

«Notre évaluation de la situation économique est plutôt bonne, et je pense que 2011 devrait être une année plutôt bonne pour l'Algérie» qui, contrairement aux autres pays de la région, aura fait la précieuse économie d'une explosion sociale.

A. B.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
 E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Printemps arabes et grillage algérien !

Ouverture à Alger du Salon international des activités maritimes. Une manifestation placée sous le haut patronage d'Abdekka. Il est vrai qu'avec lui, au bout de 12 ans de règne, nous n'avons plus qu'une idée en tête :

Mettre les voiles !

Fallait pas vous impatienter ! Fallait juste savoir attendre ! Et quand on patiente, on est récompensé, au bout. La preuve : vous vous demandiez jusque-là où en étaient les réformes annoncées par Abdekka pour opérer la rupture et être en phase avec le printemps arabe ? Eh bien, la première d'entre elles est arrivée. La place des Martyrs, le cœur historique d'Alger, lieu de rassemblement des Algériens en colère, vient d'être ceinturée par un grillage. Un bon gros grillage qui sent à plein nez les réformes ! Posé avec minutie et amour, ce grillage donne fière allure à la place. C'est une avancée énorme dans le chemin long et cahoteux de l'Algérie vers la démocratie. Les citoyennes et citoyens exigent de la dignité et de l'ouverture, et les maçons, les ferronniers du Palais leur installent un grillage. Voilà ce qui s'appelle être en phase avec son peuple. Et mon petit doigt me dit que ce n'est là qu'un début dans

le processus des réformes. Il n'est pas interdit d'imaginer dans un avenir proche des lignes électrifiées autour des zones du pays dites «agitées». Pour cela, point besoin de faire preuve de grande imagination. Il suffit juste de ressortir des archives de guerre les plans et croquis des deux lignes, Challe et Morice. En jumelage harmonieux avec les grillages et les lignes électrifiées, n'oublions surtout pas le mirador, cet autre accessoire de la panoplie de l'ouverture démocratique et du printemps algérien. En cela, les paroles prononcées jusque-là par nos officiels prennent tout leur sens aujourd'hui, à la lumière de ce grillage de la place des Martyrs. Ils avaient raison, les bougres d'affirmer que l'Algérie n'est ni la Tunisie, ni l'Égypte. Non ! Nous avons notre spécificité et notre propre méthodologie pour promouvoir notre printemps à nous. Du gros fil de fer tressé et posé sur l'une des plus belles places du pays ! Du paradis où ils se trouvent, les martyrs doivent être contents de ce que nous avons réussi à faire de leur combat et de leur sacrifice ! Bravo les ferronniers ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.